

EL TARF

Sit-in des
boulangers
devant le
siège de la
Wilaya

Des dizaines de boulangers, affiliés à la Fédération de wilaya qui active sous l'égide de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, ont observé, hier matin, un sit-in devant le siège de la Wilaya «en signe de protestation contre les poursuites judiciaires et le harcèlement administratif émanant de la part, entre autres, des services de la Sûreté nationale, des services techniques des communes, de l'Inspection du travail et de la Direction du commerce», est-il écrit dans un communiqué signé par le président de la Fédération des boulangers de wilaya, daté du 11 mars et dont nous détenons une copie.

Les boulangers menacent, dans le même communiqué, adressé, par ailleurs, au directeur du commerce et au chef de Sûreté de wilaya, de «recourir à une grève générale illimitée et même d'arrêter carrément l'exercice du métier dans le cas où la justice persisterait dans ses condamnations excessives de nos semblables, dont 30 boulangers attendent leur jugement pour le grief de non-respect des prix et du poids de la baguette de pain».

Interrogés devant le siège de la Direction du commerce, des boulangers, en colère, ont expliqué que «plusieurs de nos collègues de la daïra de Bouhadjar ont été condamnés, dernièrement, à purger 4 mois de prison ferme, à verser chacun des amendes aux montants colossaux, et ce, pour non-respect des prix et du poids légal du pain. C'est aberrant et cela ne se passe que dans la wilaya d'El Tarf. Notre métier est devenu dangereux et nous n'avons d'autre choix devant les persécutions de l'administration et de l'appareil judiciaire que de baisser rideau».

Daoud Allam

NEPAD

Évaluation à Annaba du programme
national de gouvernance

A l'occasion de la tenue de la 10^e session du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, le palais des arts et de la culture Mohamed Boudiaf de Annaba a abrité, hier lundi, des conférences-débat relatives au deuxième rapport sur l'évaluation du programme national de gouvernance pour l'année 2012.

Les débats se sont déroulés sous la présidence du wali de Annaba, Mohamed El Ghazi et la supervision des ambassadeurs conseillers auprès du ministre délégué chargé des affaires maghrébines et africaines et d'une wali hors cadre, du ministère de l'intérieur. Y ont pris part à cette rencontre, des parlementaires des deux chambres, les membres de l'exécutif, les chefs de daïra et maires, des représentants des opérateurs économiques et des universitaires. Assistaient également à cette rencontre, les représentants de la société civile, quoique en nombre réduit,

d'où les regrets du wali qui a précisé qu'«ils étaient pourtant destinataires d'invitations».

Dans une introduction, l'un des ambassadeurs conseillers s'est étalé sur l'amélioration de la gouvernance, l'Etat de droit, le système de gouvernance, le développement intégré des régions, la démocratie, la séparation des pouvoirs, une justice indépendante. Il évoquera également, le droit à la santé, à l'éducation et à une prise en charge socioéconomique notamment pour les jeunes.

Prenant la parole, le représentant de l'Andi fera remarquer qu'on ne peut

évaluer une loi si elle n'est pas appliquée. Un autre intervenant dira que la malgouvernance favorise la corruption. La situation dans les autres pays africains, membres du Nepad, et qui sont aujourd'hui près d'une quarantaine, alors qu'au départ, ils n'étaient que trois membres fondateurs (Algérie, Afrique du Sud et Nigeria) a été abordée par les ambassadeurs conseillers.

Ils ont estimé que la décennie 1990 a été perdue pour l'Afrique en raison des conflits, ajustements structurels et autres problèmes n'ayant pas favorisé une ébauche d'intégration pour ce continent pour lui permettre de s'approprier son destin.

Avec ce mécanisme, les pays africains ont aujourd'hui les moyens de s'autoévaluer et éviter ainsi les bilans faits par des sources extérieures au

continent. Durant les débats, le nom de Mohamed Seghir Babès, l'actuel président du Conseil national économique et social, qui a représenté l'Algérie durant plus de six ans au sein du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et qui a été à l'origine de la réussite de la rencontre de Annaba en 2007 au cours de laquelle les pairs africains ont évalué la gouvernance de l'Algérie a été cité.

La visibilité, l'application du contrôle, la gouvernance de l'entreprise, la responsabilité citoyenne, la lutte contre les facteurs de marginalisation et d'exclusion ont été les autres thèmes abordés par les présents.

On apprendra lors de cette rencontre de Annaba, que 17 pays africains dont l'Algérie ont déjà fait l'objet d'évaluation.

A. Bouacha

COUPURES DE COURANT ESTIVALES

Le plan d'urgence 2013 dévoilé à Mila

Entouré de ses plus proches collaborateurs, le directeur de la Société de distribution de l'électricité (SDE) de Mila, Kassimi Kamel, a, lors d'un point de presse organisé pour la circonstance, donné un aperçu général sur ce que va être le plan d'urgence 2013 et globalement, celui 5 prochaines années, 2013-2017.

Ce plan d'urgence, tracé en haut lieu, tend à faire face aux multiples désagréments occasionnés par les coupures intempestives de l'été précédent et qui ont, rappelons-le, failli dégénérer à maintes reprises un peu partout à travers le territoire national.

Prenant les devants, la société a tracé un ambitieux programme de renforcement de ses capacités, et ce, pour faire face à tout imprévu, sachant que la demande lors de la saison estivale connaît des pics

incontrôlables. Ainsi, pour la wilaya de Mila, dont le nombre d'abonnés domestiques est de l'ordre de 155 000, il est du devoir de la SDE, selon M. Kassimi, de répondre aux besoins des usagers quelles que soient les conditions. De ce fait, l'augmentation de puissance des équipements, la création de bouclage, de nouvelles lignes et de nouveaux postes sources sont primordiales, d'autant plus que Mila est une wilaya qui n'a toujours pas d'autonomie d'alimentation, puisqu'elle s'approvisionne à partir de Constantine (Aïn Smara), l'objectif étant d'arriver à avoir une certaine autonomie d'ici peu.

Pour le plan 2013 donc, Mila est appelée à réaliser 100 postes sources avant la fin du mois de mai, dont seulement 11 sont achevés et 81 en cours de réalisation, pour une enveloppe financière de l'ordre 39,8 milliards de centimes pour les postes et de 32,8 milliards pour le réseau.

Le programme prévoit la réalisation de 100 postes par an sur les cinq prochaines années (2013-

2017). Autrement dit, 500 postes en tout pour un nombre de 1 534 postes en service actuellement. Cela ne va sûrement pas se faire sans contraintes et sans grosses difficultés, selon le directeur de la SDE de Mila, qui appréhende énormément les oppositions aux travaux de réalisation, les lenteurs bureaucratiques et surtout les atteintes et les agressions à l'encontre des ouvrages et autres équipements, qui causent beaucoup de préjudices, de désagréments et de retard dans l'exécution des programmes tracés.

A signaler que le taux de couverture pour la wilaya est de 98% pour l'électricité et de 60% pour le gaz naturel. La société fait face à d'énormes difficultés dans le recouvrement des créances qui avoisinent les 73 milliards de centimes. «Notre rôle n'est pas de poursuivre nos clients en justice, mais nous avons plutôt pour grand souci de bien les satisfaire», ajoutera M. Kassimi. Voilà qui est dit malgré tout !

A. M'haimoud

GUELMA

Deux Africains écroués pour charlatanisme et escroquerie

Les conditions et les rapports sociaux expliquent le recours de bon nombre de personnes au charlatanisme, qui a, à leurs yeux, sans aucun doute, un pouvoir extraordinaire pour venir à bout de leurs souffrances.

C'est pour cela qu'une large frange de la société continuera à croire en l'existence de personnes au pouvoir surnaturel. Il suffit donc que quelqu'un prétende être capable de faire telle chose pour que le phénomène prenne de l'ampleur.

Pour ce genre de délits commis dans la région de Guelma, plusieurs affaires ont ainsi été traitées ces dernières années, ayant vu l'implication de personnes d'origine étrangère. C'est d'ailleurs dans ce contexte que les services de sécurité de la daïra de

Bouchegouf, à une quarantaine de kilomètres de Guelma, sont parvenus, cette semaine, à arrêter deux jeunes charlatans d'origine africaine, en flagrant délit d'escroquerie.

Le coup de filet a été réalisé suite à une enquête diligente sur la base d'informations sûres faisant état d'activités douteuses de ces deux individus. Les imposteurs, un Malien et un Camerounais, âgés de 26 et 27 ans, faisaient croire à leurs victimes qu'ils

étaient capables de transformer du papier en coupures de dinar algérien par des tours de magie. Les deux prévenus ont été présentés au magistrat instructeur près le tribunal de Bouchegouf. Ce dernier a ordonné leur mise sous mandat de dépôt en attendant leur comparution devant le tribunal sous le chef d'inculpation de tentative d'escroquerie et charlatanisme au préjudice des citoyens de la région.

Noureddine Guergour

Publicité

الشركة الوطنية للنقل والتأمين
snta s.p.a
au capital de 18.000.000.000 DA

CONDOLÉANCES

Le Président du Directoire, le Membre du Directoire, le Syndicat d'entreprise/UGTA, le Comité de participation et l'ensemble du personnel de la SNTA, très affectés par le décès
du père de leur collègue SELLAH Ratiba
présentent à cette dernière leurs sincères condoléances et l'assurent en cette pénible circonstance de leur profonde sympathie et puisse Dieu le Tout-Puissant accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

الخدمات الجزائرية للحاويات
ALGERIAN CONTAINERS SERVICES
EPE-SPA AU CAPITAL DE 142 000 000 DA

CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur général, les membres du Conseil d'administration, les cadres dirigeants ainsi que l'ensemble du personnel d'ALGERIAN CONTAINERS SERVICES, très affectés par le décès du père de
M. GUERRAH Abdelaziz,
directeur général de l'Entreprise Portuaire d'Alger
présentent à toute sa famille leurs sincères condoléances et l'assurent, en cette pénible circonstance, de leur profonde sympathie.
Que Dieu le Tout-Puissant accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

Anep n°301 104 - Le Soir d'Algérie du 12/03/2013

Anep n° 301 105 - Le Soir d'Algérie du 12/03/2013